

RAPPORT ANNUEL

2016



SOLIDAR
SUISSSE

Ceuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO

Sommaire

Rapport du président	3
Engagement international	4/5/8/9
Rapport de la directrice	6/7
Programme en Suisse	12
Témoignage des donatrices et donateurs	13
Rapport d'activité et de performance	14
Commentaire des comptes	15
Bilan	16
Compte d'exploitation	17
Organes	18
Personnel / Parrains	19

Impressum

Editeur: Solidar Suisse
Avenue Warnery 10, Case postale 1151
1001 Lausanne
Tél. 021 601 21 61
Fax 021 601 21 69
E-mail: contact@solidar.ch
www.solidar.ch
CP 10-14739-9

Rédaction: Katja Schurter

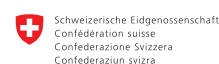
Photos:

p. 1: Vassil Anastasov
p. 4: Andreas Schwaiger
p. 5: Solidar, Vedat Xhymshiti
p. 8: Solidar
p. 9: Andreas Schwaiger
p. 10: Andreas Schwaiger
p. 12: Susanne Hefti
p. 13: Vassil Anastasov
p. 14: Andreas Schwaiger
p. 20: Hamish John Appleby

Impression: Unionsdruckerei/subito AG
Platz 8, 8201 Schaffhausen

Partenaires

La Direction du développement et de la coopération (DDC), l'agence pour la coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères, soutient le travail de coopération au développement de Solidar par une contribution annuelle aux programmes.



Solidar est partenaire de la Chaîne du Bonheur. La plate-forme humanitaire des médias suisses récolte des fonds pour les victimes de catastrophes. La Chaîne du Bonheur soutient des projets d'aide humanitaire de Solidar.



Service liechtensteinois de développement (LED) est chargé de l'aide publique au développement par le gouvernement du Liechtenstein. Le LED soutient le programme de Solidar Suisse au Burkina Faso.



Solidar Suisse est partenaire, au Liban, du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (UNHCR) pour la mise en œuvre de l'aide humanitaire aux réfugié-e-s syriens.



Solidar Suisse est membre de la Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO) qui soutient, via les contributions des collectivités publiques, les projets de 50 associations actives dans la coopération au développement.



Solidar Suisse Genève est membre de la Fédération genevoise de coopération (FGC) qui soutient, via les contributions des collectivités publiques, les projets de 59 associations actives dans la coopération au développement.



Solidar porte le label ZEWQ qui garantit l'affectation scrupuleuse de vos dons. Peuvent obtenir ce label les institutions qui affectent les sommes récoltées de manière efficace et économique.



Solidar possède la certification QaP (Qualité comme Process) qui garantit l'efficacité et la qualité du management dans la coopération au développement.



DES CAMPAGNES POUR FAIRE PRESSION

Le Conseil fédéral rejette l'initiative pour des multinationales responsables lancée par Solidar Suisse et a même refusé le contre-projet que lui proposait la ministre de la Justice, Simonetta Sommaruga. Autrement dit, il n'a nullement l'intention de contraindre les firmes internationales à respecter les droits humains dans les pays en développement et à y rémunérer plus décemment leur main-d'œuvre. Il s'en remet une fois de plus à la bonne volonté des entreprises, combien même celles-ci ont largement prouvé que leur comportement est loin d'être responsable. S'il en était autrement, nous ne serions pas obligés de lancer une initiative populaire pour faire pression sur elles et les campagnes de Solidar contre l'exploitation des travailleuses et des travailleurs en Chine et

ailleurs seraient sans objet. Dominé par une majorité de droite, le Parlement se rangera très probablement à l'avis du gouvernement, de sorte que l'initiative sera probablement soumise au peuple en 2018.

Je me réjouis de mener la campagne qui s'annonce, car elle sera l'occasion de présenter les objectifs et les activités de la coopération au développement. Les opposants se trouveront en effet en posture délicate : ils devront expliquer aux votants pourquoi ils tiennent tant aux intérêts de multinationales qui exploitent les gens, bafouent leurs droits fondamentaux et détruisent l'environnement, plutôt qu'aux intérêts d'êtres humains et du milieu naturel.

L'initiative de Solidar Suisse mise sur les droits démocratiques populaires de la Suisse. Dans le cadre la coopération au développement, nous nous attachons à renforcer les processus démocratiques dans les pays bénéficiaires. Voici pourquoi : premièrement, un État de droit fondé sur la démocratie constitue un objectif en soi du développement, car il est le seul garant des droits humains et de la participation politique de



Hans-Jürg Fehr
Président de Solidar Suisse

tous les groupes de la population. Deuxièmement, pour avoir un impact positif, un développement économique et social doit être voulu, conçu et assumé par les principaux intéressés. Un développement piloté d'en haut ou de l'extérieur est voué à l'échec, car il devrait être mené à partir de la base et de l'intérieur. Seul un tel développement est à même d'améliorer la qualité de vie pour tous. Voilà pourquoi nous nous opposons aux mesures d'économies prévues dans la coopération au développement et que Solidar Suisse collabore avec des organisations locales de la base. Nos partenaires doivent devenir forts, connaître leurs droits et les défendre, et faire valoir leur opinion. Notre tâche consiste à les soutenir dans cet effort.

Ce soutien partenarial comprend aussi les campagnes que nous menons en Suisse. Il n'est pas rare que des multinationales sises ici soient les principaux adversaires de syndicats, de groupements de femmes et de défenseurs de l'environnement dans les pays en développement. Nous nous engageons donc sur place, mais exerçons aussi un effet de levier en Suisse. Si nous parvenons, en modifiant la législation fédérale, à contraindre les grandes sociétés domiciliées dans notre pays à adopter un comportement plus décent dans les pays du Sud, nos partenaires sur place auront beaucoup moins de peine à atteindre leurs objectifs.

« Seul un État de droit démocratique est garant des droits humains et de la participation politique. Pour avoir un effet positif, le développement économique et social doit être défini par les principaux intéressés. »

**Mozambique:
pas de développement durable sans participation**

Page 5

**Bolivie:
bannir la violence et promouvoir l'égalité des chances**

Page 8

**Fair toys:
une Barbie de taille humaine proteste contre l'exploitation**

Page 12



Nicaragua: le droit de vivre à l'abri de la violence





Au Nicaragua, la violence envers les femmes est très répandue et restreint leur possibilité de participer aux processus démocratiques. Le pays possède certes une loi contre la violence, mais elle n'est pas assez appliquée. Déplorant cette situation, des organisations féminines défendent leurs droits. Solidar soutient le réseau « Ana Lucila », dans le nord du Nicaragua. En 2016, ses services de consultation ont fourni des conseils juridiques et une aide psychologique à 1500 victimes de violences. Plus de 1800 bénévoles mènent des campagnes jusque dans les villages les plus reculés pour sensibiliser la population, prévenir la violence et promouvoir le respect de la loi. Enregistrées par des hommes, des annonces publicitaires contre la violence et pour l'égalité des sexes ont été diffusées lors de tournois de baseball. Des passages de la loi expliqués dans un langage compréhensible pour tous ont été retransmis lors d'émissions de radio.

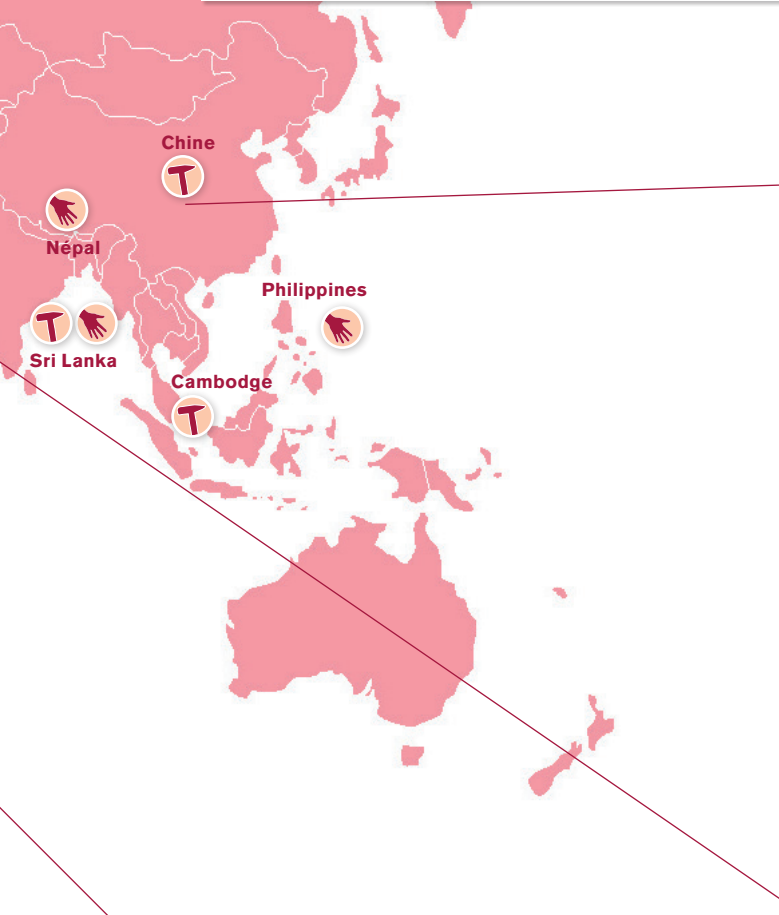


Burkina Faso: planifier en fonction des besoins

En 2006, le gouvernement burkinabé a lancé une réforme qui a conduit à la création de 300 communes rurales. La volonté politique a ensuite fait défaut pour établir une administration décentralisée. Le gouvernement élu en 2015 a toutefois remis l'ouvrage sur le métier. Solidar œuvre depuis 2013 pour renforcer la culture démocratique au niveau local et suit ses progrès dans la région du Plateau Central. Le projet aide les groupes défavorisés de la population à s'organiser et à formuler leurs besoins. Depuis 2016, nous collaborons à cet effet avec l'ONG Laboratoire citoyennetés. Au cours d'un processus participatif, les acteurs et les actrices de huit communes ont défini leurs objectifs de développement. Et leur travail a porté ses fruits: dans la commune de Zorgho, les installations sanitaires des établissements publics ont été améliorées, tandis que la commune de Boussé prévoit la construction d'une boucherie moderne.



Dépenses par pays et par secteur (en milliers de francs)													
	Afrique du Sud	Bolivie	Burkina Faso	Chine	Europe du Sud-Est	Népal	Nicaragua	Pakistan	Philippines	Salvador	Sri Lanka	Syrie / Liban	Total
 Travail décent	278	329	965	297	800		582	514		280	75		4'120
 Participation et démocratie	361	3'065	109				242			334			4'110
 Education bilingue			781										781
 Aide humanitaire	49		4			1'016		537	525	206	547	1'638	4'522
Total	688	3'394	1'858	297	800	1'016	824	1'051	525	819	622	1'638	13'533



Chine: société civile en danger

Les médias décrivent souvent en détail tout le potentiel économique de l'Asie. Ils se penchent nettement moins sur les risques que court sa société civile. En 2016, le Gouvernement chinois a adopté une loi qui restreint fortement la liberté de mouvement des ONG étrangères et interdit aux organisations non gouvernementales toute activité visant à faire respecter le droit chinois du travail. Son but est de bâillonner ces organismes. L'année dernière, le Cambodge a lui aussi adopté une nouvelle loi qui impose des limites aux syndicats libres et indépendants. Solidar soutient malgré tout des organisations locales qui aident les travailleurs à faire valoir leurs droits. Cette aide comprend les services de consultation juridique en Chine, qui ont conseillé 2000 personnes l'année passée et porté 100 cas devant la justice. Nous apportons aussi un appui à des réseaux asiatiques qui se consacrent à la santé au travail.



Mozambique: pas de développement durable sans participation

Alors que le Mozambique connaît une forte croissance économique, la moitié de ses habitants vivent dans la pauvreté. En ville comme à la campagne, les budgets des services publics ne répondent guère aux besoins des groupes défavorisés. La réalisation de projets ou d'investissements se décide toujours au sommet du pouvoir, sans tenir compte de l'avis de la population. Solidar apporte son appui à des organisations de la base pour aider les gens à exprimer leurs préoccupations et à les inclure dans les plans de développement local. Solidar propose par ailleurs des cours aux membres des législatifs des communes et des provinces pour qu'ils soient mieux à même d'exercer leur fonction de surveillance sur l'administration. Les puits d'eau potable seront ainsi construits là où ils sont nécessaires et les écoles n'auront pas seulement des classes, mais aussi des latrines en suffisance.



Kosovo: soins de santé pour toutes et tous

Au Kosovo, l'introduction d'une caisse maladie publique est au cœur de la réforme du système de santé. Mais cette réforme peine à se concrétiser. Au terme d'un sondage réalisé en 2012, Solidar a constaté que la population ignore tout ou presque des intentions du gouvernement. Solidar a donc lancé en 2013 le projet Kosana, qui vise à combler cette lacune en matière d'information en soutenant des organisations de patients, telles l'association des diabétiques, la fondation mère-enfant ou Balkan Sunflower (une organisation qui défend les droits des Roms). En 2016, ces organismes ont également présenté des propositions de soins de santé abordables pour les minorités et les défavorisés. Dans le même temps, elles ont veillé à développer certaines prestations telles que les consultations durant la grossesse et la prise en charge d'enfants autistes.



NUL NE DOIT RESTER À LA TRAÎNE

L'Assemblée générale de l'ONU réunie en septembre 2015 a adopté le programme de développement durable pour les quinze années à venir. Cette décision est historique à plus d'un titre. Contrairement à ce qui prévalait dans les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), ce ne sont plus les riches pays industrialisés qui fixeront les priorités pour remédier à la pauvreté dans les pays en développement. Les nouveaux Objectifs de développement durable (ODD) s'appliquent à tous les États: les 17 objectifs de l'Agenda 2030 de développement durable ont la même valeur contraignante pour les pays industrialisés, émergents et en développement. Qu'ils soient nationaux ou internationaux, les plans de mesures doivent être conçus de manière à assurer une répartition plus équitable des res-

sources et à empêcher leur surexploitation aux dépens des générations futures. De même, les ODD visent à promouvoir la justice sociale et l'égalité des chances par-delà toutes les frontières. Le message global est clair: nul ne doit rester à la traîne!

Les ressources ont diminué, pas les inégalités

L'adoption des ODD aurait pu marquer d'une pierre blanche la récente politique mondiale, s'il n'y avait eu une grosse déception peu avant: la Conférence sur le financement du développement, tenue à Addis Abeba en juillet 2015, n'a pas débouché sur des résultats probants. Elle a clairement indiqué aux États du G77 que les pays industrialisés ne sont nullement prêts à lutter contre l'évasion et l'optimisation fiscales, alors qu'il a largement été prouvé que le flux des capitaux des pays en développement vers l'étranger (notamment en raison du transfert illégal de bénéfices pratiqué par les multinationales) est deux fois plus élevé que les investissements étrangers. Les représentantes et représentants de gouvernements savaient certes que de nouveaux instruments seraient nécessaires pour financer l'application de l'Agenda 2030. Ils ont pourtant refusé de mettre ces nouveaux instruments financiers – plus efficaces et immédiatement applicables – à l'ordre du jour.

« Le flux des capitaux des pays en développement vers l'étranger – notamment en raison du transfert illégal de bénéfices pratiqué par les multinationales – est deux fois plus élevé que les investissements étrangers. »



Esther Maurer
Directrice de Solidar Suisse

Bien que la Suisse se soit largement impliquée dans les préparatifs de l'Agenda 2030, le Parlement fédéral ne s'y intéresse pas plus que par le passé: au lieu de saisir l'occasion et d'inscrire enfin dans le plan financier la vieille promesse selon laquelle les ressources destinées à la coopération au développement passeront peu à peu à 0,7% du revenu national brut, une phalange bourgeoise a salué l'année dernière des coupes claires dans le budget de la coopération. La moitié des députés ne considèrent désormais plus la solidarité internationale comme une participation à la réduction des inégalités, qui ne cessent de se creuser sur notre planète, mais comme un moyen d'améliorer la position de notre économie à l'étranger et de rediriger les flux migratoires.

Prospères, nous devons nous montrer solidaires!

Il en faudrait bien plus pour nous décourager. Nous pensons devoir au contraire attirer encore davantage l'attention sur la corrélation qui existe entre notre bien-être ici et l'exploitation de nos semblables dans les pays en développement. Nous devons aussi intensifier nos efforts en faveur des personnes qui parviennent à assurer leur existence grâce à notre soutien. Nous ne sommes pas frustrés, car nous recevons chaque jour des témoignages de solidarité d'une foule de personnes, de nos membres ainsi que des donatrices et des donateurs: vous vous réjouissez avec nous de la réussite du projet réalisé aux Philippines après le passage de Haiyan, le typhon du siècle. En l'espace de trois ans, l'équipe de Solidar a construit environ 2400 maisons et 800 toilettes en recourant à des méthodes plus durables et à des matériaux locaux renouvelables. Grâce à vous, des gens aux Philippines et au Népal apprennent à construire des maisons à l'épreuve des séismes et des tempêtes. Grâce à votre soutien, notre programme en Amérique latine redonne de la force aux femmes et les aide à faire valoir leurs droits, afin de décider elles-mêmes de leur existence et de vivre à l'abri de la violence, malgré le machisme régissant. Au Burkina Faso, nous collaborons avec une nouvelle

organisation pour intensifier la participation démocratique dans les villages et garantir ainsi que la population défendra ses droits dans une démocratie encore très jeune. Au Liban, nous aidons, avec l'appui des villes de Lausanne et Zurich notamment, les communes qui comptent une forte proportion de réfugiés syriens à assumer leurs tâches dans le domaine des infrastructures, souvent surchargées. Et nous continuons à soutenir les personnes qui ont dû fuir la guerre, soit en leur versant de l'argent soit en leur fournissant des logements.

Conditions de travail décentes dans l'économie mondialisée

En 2016, tant notre programme en Asie que nos campagnes en Suisse ont mis l'accent sur le travail décent: les droits de la main-d'œuvre doivent être respectés tout au long des chaînes logistiques et les salaires doivent couvrir les besoins vitaux. La campagne sur l'industrie chinoise des casseroles au début de l'année, la troisième édition du rating des communes en août et la campagne de Barbie sur l'industrie chinoise des jouets avant Noël ont attiré l'attention de la population sur les liens qui existent entre la consommation en Suisse et les conditions de travail dans les sites de production situés à l'autre bout de la planète. Nous avons aussi défendu activement l'instauration de conditions de travail décentes

dans les chaînes logistiques mondiales à l'occasion de la Conférence internationale du travail de l'OIT.

L'année 2016 a en outre été marquée par d'intenses négociations. Nous avons débattu avec la DDC pour fixer la contribution qu'elle versera à nos programmes ces deux prochaines années. À l'interne, nous avons revu la convention collective de travail de Solidar et de l'OSEO avec la commission du personnel et l'avons adoptée pour une nouvelle période de quatre ans. Nous avons par ailleurs défini un système salarial basé sur les fonctions, qui est entré en vigueur le 1er janvier 2017. Enfin, Solidar Suisse a passé avec succès l'audit de validation de notre gestion de la qualité (certifiée selon l'EFQM).

Merci !

Nous tenons à remercier nos donatrices, nos donateurs et nos membres pour leur soutien. Nous adressons également de vifs remerciements aux institutions publiques et privées qui ont contribué à financer nos activités en 2016.

Collectivités publiques

Canton de Bâle-Ville
 Canton des Grisons
 Canton de Schaffhouse
 Canton de Thurgovie
 Commune de Küsnacht (ZH)
 Commune de Wallisellen
 Direction du développement et de la coopération (DDC)
 Fédération genevoise de coopération (FGC)
 Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO)
 Lotteriefonds du Canton de Zurich
 Service liechtensteinois de développement (LED)
 Verband der stadtzürcherischen evang.-ref. Kirchgemeinden
 Ville d'Aarau
 Ville de Baden
 Ville de Büllach
 Ville de Frauenfeld
 Ville de Wädenswil
 Ville de Zurich

Institutions privées

Anne Frank Fonds
 CID & CD Charity Foundation
 Crain-Zivy-Stiftung
 EHW-Stiftung
 Fondation Dora Aeschbach
 Fondation Berti Wicke
 Fondation Corrado

Fondation Corymbo
 Fondation Dreiklang für ökologische Forschung und Bildung
 Fondation Dr. Ernst-Günther Bröder
 Fondation Érgata
 Fondation Erika et Andres Gut
 Fondation Fons Margarita
 Fondation Humanitas
 Fondation Julius Baer
 Fondation KOSIBRO
 Fondation Leopold Bachmann
 Fondation Luisa et Walter Stettler-Kaufmann
 Fondation Madeleine
 Fondation Maya Behn-Eschenburg
 Fondation Medicor
 Fondation Pinoli
 Fondation Roger Haus
 Fondation Söffken
 Fondation Stanley Thomas Johnson
 Fondation Vontobel
 Foundation for the Third Millennium
 Fondazione Mondo dei Bambini
 Fonds de solidarité du personnel Solidar/OSEO
 Green Leaves Education Foundation
 Hôtel Lihn
 MariaMarina Foundation
 Syndicat des médias et de la communication (Syndicom)
 Syndicat des services publics (SSP)
 Syndicat Unia



POUR UNE EXISTENCE SANS VIOLENCE

La violence blesse et traumatise les gens à plus d'un titre. Ses victimes souffrent non seulement de séquelles physiques et psychiques, mais tendent souvent à se replier sur elles-mêmes et à se retirer de la vie publique. Or pour fonctionner, une démocratie a besoin de citoyennes et de citoyens actifs. En Bolivie, sept femmes sur dix subissent des violences. En même temps, le pays possède l'une des législations les plus progressistes d'Amérique latine pour ce qui est de punir la violence envers les femmes. Par son projet « Vie sans violence » (Vida sin Violencia), un mandat cofinancé par la DDC, Solidar Suisse œuvre pour que les femmes puissent mener une existence à l'abri de la violence et s'engager

« Il y a beaucoup de violence contre les femmes. Cela ne peut pas durer, nous devons changer notre comportement à la maison. Je ne voudrais pas que mon fils devienne violent. »

Wilbur Paz, commandant de police au sein de la brigade d'intervention contre la violence, Cochabamba

à égalité avec les hommes au sein de la collectivité. « Vie sans violence » renforce la prévention de la violence en remettant en question les stéréotypes liés aux genres : une entreprise ambitieuse dans un pays aussi machiste que la Bolivie. Le projet apporte son appui à de vastes réseaux sociaux qui luttent contre la violence en réunissant les principaux acteurs : des organisations populaires locales aux services de la santé et de la formation en passant par les associations citoyennes et la police. Il soutient des services de consultation qui offrent une prise en charge juridique et psychologique aux victimes. Durant la seule année 2016, 20 000 femmes ont pu recourir à ces prestations gratuites. À court terme ces diverses mesures ne réduiront certes pas drastiquement la violence envers les femmes, mais « Vie sans violence » jette les bases d'un profond changement à venir : l'instauration d'une société qui proscribit la violence et qui fait progresser l'égalité entre hommes et femmes non seulement sur le papier, mais aussi dans la vie quotidienne.

La participation favorise le développement

Dans ses pays prioritaires, Solidar Suisse favorise la démocratie et la participation. Ces efforts s'articulent autour de la participation et de la consultation de la société civile, non pas comme un objectif démocratique en soi, mais aussi comme moyen pour atteindre un autre but : lorsque les communes sont obligées de rendre compte de leur action et de prendre en considération les besoins

des groupes de population défavorisés, ces derniers bénéficient d'un meilleur accès à la formation, à la santé ou à l'eau. La démocratie, la participation et de meilleurs services publics réduisent la pauvreté et les inégalités sociales. Cette approche se fonde sur des valeurs que Solidar Suisse partage avec ses partenaires dans le monde entier : le respect des droits humains universels.



AIDE REMARQUABLE APRÈS LE SUPER TYPHON

Le typhon Haiyan – appelé Yolanda aux Philippines – fut le cyclone tropical le plus puissant jamais enregistré depuis le début des statistiques météorologiques : en novembre 2013, des vents atteignant jusqu'à 315 km/heure ont balayé les îles. Ce sont les Visayas, l'archipel central des Philippines, qui ont été les plus touchées. Des millions de personnes ont tout perdu ; plus de 10 000 sont mortes. Le gouvernement philippin a décrété l'état d'urgence et requis de l'aide financière, logistique et matérielle auprès de la communauté internationale. En Suisse, la Chaîne du bonheur a organisé une collecte pour les victimes de la catastrophe.

De l'aide pour une région oubliée

Quelques jours après le passage du typhon, Solidar Suisse a envoyé deux délégués dans l'État du Pacifique pour évaluer la situation et identifier les besoins les plus urgents. Dès janvier 2014, Solidar a acheminé 2500 tôles ondulées et des boîtes d'outils vers trois communes côtières de l'île de Panay, dans les Visayas occidentales. Gravement touchées par l'un des bras du typhon, elles ne constituaient pas une priorité pour les acteurs de l'aide humanitaire internationale. Grâce au matériel fourni,

les sinistrés ont pu édifier, au besoin avec de l'aide, les premiers abris de fortune pour se protéger des pluies incessantes.

Des maisons paracycloniques

Dans trois communes de Panay, Solidar a ensuite reconstruit au total 2311 maisons, installé 801 toilettes, planté des arbres et organisé des cours sur l'hygiène pour plus de 1000 habitants. Les maisons sont en bambou, un matériau qui pousse rapidement et respecte ainsi l'environnement. Grâce à des fondations plus profondes, de meilleurs renforts et un toit de conception spéciale, ces constructions résisteront mieux à un cyclone ou à un séisme que celles qui ont été détruites. En juin 2016, Solidar a achevé la dernière maison et ainsi mis fin à un engagement de deux années aux Philippines.

« Le typhon avait complètement détruit notre maison et tué tous les animaux. Je ne savais pas comment nous allions survivre... sans bétail, sans travail, sans maison. »

Honey Ausan Matundine, une des sinistrées sur l'île de Panay





Une agricultrice suit un cours d'alphabétisation au Burkina Faso. Elle peut ainsi mieux vendre ses produits et est plus à même de participer à la vie de la société.



DES CAMPAGNES POUR ACCROÎTRE LA PRESSION

Les campagnes menées par Solidar en 2016 ont débuté et se sont achevées en dénonçant les terribles conditions de travail en Chine. En janvier, nous avons publié un rapport sur la situation dans l'industrie chinoise des casseroles, qui fournit 40% de celles achetées en Suisse. Les abus sont graves: risques pour la santé, salaires insuffisants et heures supplémentaires excessives. Dans un appel signé par 5000 personnes, Solidar a invité fabricants et revendeurs à remédier à ces injustices. Les réactions ont varié: Migros et Coop se sont montrées ouvertes au dialogue et des producteurs, comme Kuhn Rikon et IKEA, se sont dits prêts à entreprendre des efforts pour améliorer les conditions de travail. Le fabricant belge de casseroles Greenpan a cependant remis nos constats en doute et WMF a même menacé de nous attaquer en justice.

Peu de réactions du côté de la FIFA

Avant l'élection du nouveau président de la FIFA, nous avons appelé les candidats à s'engager résolument en faveur des droits humains dans le cadre de la Coupe du monde. Mi-février, nous avons diffusé des vidéos où un faux Sepp Blatter évoquait son possible successeur et invitait les gens à signer une pétition en faveur d'une charte de responsabilité sociale de la FIFA. Solidar a remis la pétition avec ses 11 000 paraphes à Gianni Infantino le lendemain de son élection à la tête de la FIFA. En réponse, nous avons eu droit à un silence radio. Nos enquêtes sur les

chantiers des stades en Russie ont révélé des journées de travail de 24 heures, des salaires très bas et des conditions de travail dangereuses. Après en avoir informé la FIFA, nous avons enfin obtenu une réponse. L'association aurait engagé un spécialiste des droits humains et institué dans ce domaine une commission consultative formée d'experts indépendants. Ignorant le sérieux des intentions de la FIFA, nous restons sur l'affaire.

Les communes ne cessent de s'améliorer

En 2016, Solidar a réalisé son troisième rating des communes. Cette enquête évalue si les communes suisses assument leurs responsabilités globales en respectant les normes sociales dans leurs achats et si elles soutiennent des projets de développement. L'évolution est réjouissante: alors que trois communes avaient obtenu le maximum de 5 globes lors du premier rating et 8 lors du second, 12 ont atteint ce beau résultat en 2016. Les gagnantes ont été récompensées par une coupe et les résultats ont été largement diffusés dans les médias. Ces comptes rendus visent à motiver d'autres communes à s'améliorer.

Barbie proteste

Peu avant Noël, une Barbie de taille humaine a protesté sur Internet et sur la Paradeplatz à Zurich contre les conditions de travail exécrables qui règnent dans les usines chinoises de jouets: heures supplémentaires excessives, utilisation de produits toxiques et salaires insuffisants sont monnaie courante. Ken a relayé l'action à Lausanne. En prenant Mattel comme exemple des mauvaises pratiques du secteur, nous avons remis à la multinationale, le 15 décembre 2016, une pétition portant 18 000 signatures. Celle-ci appelle l'entreprise à assumer sa responsabilité sociale et à garantir des conditions de travail décentes.

« Avant les inspections, les collaborateurs et collaboratrices reçoivent des instructions sur ce qu'ils doivent dire. »

Agent infiltré (devant garder l'anonymat) cité dans le rapport de Solidar sur les usines de casseroles



POURQUOI NOUS SOUTENONS SOLIDAR

Respect et qualité

La DDC apprécie beaucoup le travail de Solidar Suisse en Bolivie. Tout d'abord, il se fonde sur un grand respect envers les intéressés et les souhaits des participants; ensuite, il tient compte des multiples défis du développement, par exemple dans le domaine de l'interculturalité. Nous le constatons jour après jour, en particulier dans les demandes de projets et dans les contacts avec la population locale. Travailler de la sorte est le seul moyen d'obtenir des résultats durables en matière de développement. À Icla, commune située dans le sud du pays, Solidar a par exemple si bien contribué à améliorer les soins de santé que la mortalité maternelle est tombée à zéro. Solidar a par ailleurs intégré les grands principes de la coopération au développement. À nos yeux, c'est une preuve de qualité. Que ce soit pour réaliser des projets contre la violence envers les femmes, améliorer les services publics ou échanger des expériences d'ordre stratégique et opérationnel, Solidar est un partenaire important de la DDC en Bolivie.

Roger Denzer, ambassadeur de la Suisse en Bolivie

Collaboration sous forme de partenariat

Les principes inscrits dans la Constitution du canton des Grisons nous enjoignent d'assumer nos responsabilités à l'égard de nos semblables et de préserver la dignité humaine. Autrement dit, le canton est tenu de fournir une aide humanitaire aux personnes et aux peuples dans le besoin. Solidar Suisse mène divers projets dans les pays en développement qui correspondent à ces préceptes. En cas de catastrophe, Solidar fournit les biens requis d'urgence et diverses formes de soutien aux populations sinistrées. Considérant notre collaboration comme un partenariat, le canton des

Grisons soutient Solidar, car c'est une organisation non gouvernementale suisse qui œuvre sur place pour permettre aux gens de vivre dans des conditions décentes.

Claudio Riesen, directeur de la Chancellerie du canton des Grisons

Des jeunes engagés pour la démocratie

Au printemps 2016, j'ai eu le privilège d'assister à des spectacles de danse et de théâtre du projet LanzArte en Bolivie. Devant un public d'élèves, de politiciens et de politiciennes, des jeunes ont en particulier évoqué la rareté de l'eau en Bolivie: un groupe de danse a souligné que les gens n'avaient de l'eau que durant une demi-heure par jour; une autre troupe a évoqué la répartition inéquitable de l'eau dans son village. Venus de différentes régions du pays, ces jeunes ont ainsi exposé leurs problèmes au public et constaté à quel point ils se ressemblent. En même temps, ils ont créé un espace pour interpeller les milieux politiques et lancer le débat sur ces préoccupations.

La MariaMarina Foundation est heureuse de pouvoir contribuer à développer le sens critique des jeunes en Bolivie. Nous sommes impressionnés par la volonté avec laquelle ces jeunes s'engagent, grâce aux activités de Solidar Suisse, à démocratiser la société.

Laura Hilti, responsable de projet à la MariaMarina Foundation

« Nous sommes impressionnés par la volonté avec laquelle les jeunes s'engagent, grâce à Solidar Suisse, à démocratiser la société. »

Laura Hilti, MariaMarina Foundation



RAPPORT D'ACTIVITÉ ET DE PERFORMANCE 2016

Solidar Suisse est une ONG dont l'objectif est de fournir une aide matérielle et un appui à l'autonomisation des personnes défavorisées, persécutées ou opprimées. Elle s'engage en faveur de la justice sociale et lutte contre l'exclusion. L'institution ne poursuit aucun but commercial et ne vise aucun bénéficiaire. Solidar se donne pour mission de promouvoir les capacités de personnes et d'organisations à faire valoir leurs droits politiques et sociaux. Elle les soutient dans leurs efforts pour accéder à l'autonomie économique. Elle apporte ainsi une contribution active à la lutte contre la pauvreté.

Solidar Suisse met en œuvre des programmes de coopération au développement dans ses pays prioritaires. Après des catastrophes, elle fournit une aide humanitaire en collaboration avec d'autres ONG suisses et les partenaires du réseau européen Solidar.

Dans notre pays, Solidar Suisse assure un travail de sensibilisation et mène des campagnes d'information. Se fondant sur l'expérience qu'elle tire de ses projets, elle renseigne la population sur la politique de développement, de même que sur les causes et les divers aspects de la pauvreté et de l'exclusion. Les activités menées en 2016 sont passées en revue aux pages 4 à 13 du présent rapport.

Cadre général

La pression constante sur l'aide publique au développement a provoqué en 2016 des coupes claires dans le budget la coopération internationale de la Suisse. Compte tenu des réductions ainsi engendrées au niveau des mandats de prestations, ces coupes transparaissent aussi dans les comptes de Solidar

Suisse. Lors des délibérations sur le programme de stabilisation 2017-2019 et le budget 2017 de la Confédération, de nouvelles économies ont été proposées aux dépens de la coopération au développement. Le Parlement les a toutefois rejetées, mais de justesse. Les fonds alloués à l'aide suisse au développement restent donc en péril.

Des organisations étrangères s'imposent de plus en plus sur le marché suisse des donateurs, d'où un renforcement de la concurrence. Il est d'autant plus réjouissant que Solidar Suisse soit parvenu à maintenir le volume des dons à un niveau élevé en 2016.

La persistance du franc fort exerce une influence plutôt positive sur la réalisation des objectifs statutaires : après conversion en monnaie locale, nous disposons de ressources plus élevées pour mener nos activités.

Perspectives

Aucune modification considérable ne s'annonce au stade actuel. Divers mandats de prestations ayant été clôturés en 2016, nous prévoyons que le volume financier restera nettement inférieur au seuil de 20 millions de francs.

À moyen terme, il faut s'attendre à ce que la Confédération adopte un nouveau paquet d'économies et réduise encore les dépenses consacrées au développement. Afin de relever les défis financiers qui s'annoncent, Solidar Suisse poursuit ses efforts pour diversifier la base de ses donateurs. Elle s'est donc fixé un objectif modéré en matière de croissance et investira davantage dans l'acquisition de mandats de prestations, en particulier dans le cadre international.

DES PROGRAMMES ACHEVÉS AVEC SUCCÈS

Solidar Suisse clôt l'exercice 2016 sur des comptes solides. Ayant pu alimenter les fonds et renforcer le capital de base, nous jouissons à présent d'une sécurité et d'une flexibilité plus grandes pour assumer nos obligations actuelles et futures en faveur des habitants des pays où nous menons nos activités. Nous saisissons cette occasion pour remercier nos donatrices et donateurs, tant individuels qu'institutionnels, pour leur soutien.

En 2016, les produits et les charges d'exploitation se situent à un niveau de 17% environ inférieur à l'année précédente. Cette baisse s'explique surtout par les valeurs exceptionnellement élevées de l'année de référence (2015) au titre de dons et de contributions affectés à l'aide humanitaire qui ont généré des programmes d'un volume plus élevé.

Solidar Suisse a atteint un produit d'exploitation total de 19,75 millions de francs. Il est réjouissant que les contributions affectées à des projets précis, les dons libres et les legs aient pu être maintenus presque au niveau élevé de l'année précédente. Le produit des prestations fournies a quant à lui diminué de 20% environ par rapport à 2015 : d'une part, à cause des coupes dans les mandats de prestations ; d'autre part, surtout en raison de la clôture agendée de plusieurs programmes. Nous avons en particulier achevé le programme de reconstruction aux Philippines qui a permis d'offrir un nouveau départ à plus de 2300 familles, après les destructions causées par le typhon Haiyan. La plus grande contribution institutionnelle à nos programmes (7,7 millions de francs) a été versée par la Direction du développement et de la coopération (DDC).

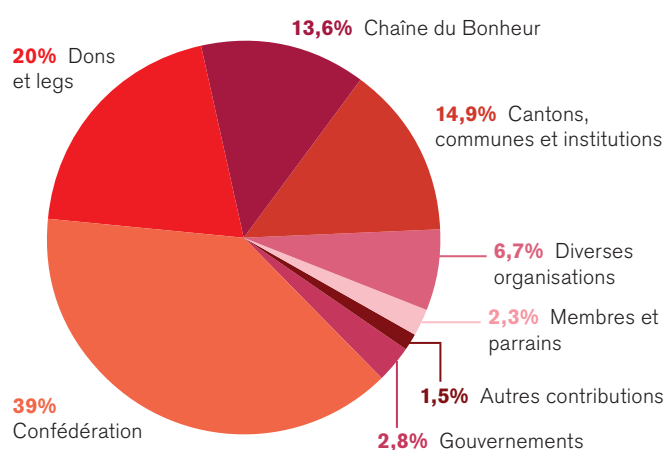
Les charges d'exploitation, qui totalisent 19,56 millions de francs, ont diminué par rapport à 2015, car nous avons achevé plusieurs programmes en 2016. Au total, quelque 15,3 millions de francs ont été alloués aux programmes de la coopération internationale : 33% ont été dédiés à l'aide humanitaire et 67% à la coopération à long terme. Les charges du suivi des activités en Suisse se montent à 1,76 million de francs. Les dépenses consacrées au programme d'information et de sensibilisation, qui comprend des campagnes sur des sujets de la politique de développement, restent au niveau de 2015 et avoisinent 1 million de francs.

En 2016, les frais administratifs atteignent 1,36 million de francs, tandis que 1,91 million de francs ont été consacrés à la récolte de fonds. Le produit des prestations étant inférieur à celui de l'année précédente, les parts des frais administratifs (6,9%) et de la récolte de fonds (9,8%) sont légèrement supérieures à celles de 2015.

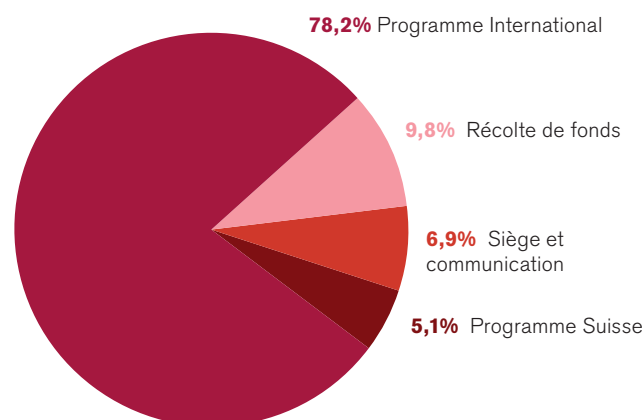
Le total du bilan 2016 a diminué de 1,1% par rapport à l'année précédente pour se situer à 13,36 millions de francs au 31.12.2016 (13,50 millions en 2015). L'écart transparait surtout au niveau des capitaux étrangers à court terme et des liquidités. Les bons résultats de l'exercice 2016 nous ont permis de consolider encore notre capital de base. Au 31.12.2016, le capital de l'organisation se situait à 3,69 millions de francs, ce qui correspond en regard du total du bilan à un taux de réserve de 28%.

Provenance et utilisation des moyens financiers

Provenance



Utilisation



Les comptes annuels de Solidar sont établis conformément aux recommandations comptables Swiss GAAP RPC. L'aperçu financier présenté ci-après est un extrait des comptes annuels révisés par la société BDO AG.

La version intégrale des comptes et le rapport de révision sont publiés dans le rapport financier (www.solidar.ch/rapportfinancier). Celui-ci contient également les détails de l'évaluation des risques effectuée par le comité de Solidar.

Bilan au 31 décembre 2016

ACTIF	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Actif circulant		
Liquidités	7'700'466	8'241'564
Créances sur livraisons et sur prestations	25'679	66'310
Autres créances à court terme	410'571	681'111
Fortune nette dans les pays du programme	605'550	490'007
Compte de régularisation actif	1'678'107	929'400
Total	10'420'373	10'408'391
Actif immobilisé		
Actifs financiers	151'501	150'641
Immobilisations corporelles meubles	215'866	329'830
Immeubles	2'570'414	2'617'046
Total	2'937'781	3'097'516
Total de l'actif	13'358'154	13'505'908

PASSIF	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Capitaux étrangers à court terme		
Dettes sur livraisons et sur prestations	387'195	601'135
Autres passifs à court terme	195'191	198'637
Avances	2'288'976	2'602'178
Compte de régularisation passif	127'988	123'080
Total	2'999'351	3'525'029
Capitaux étrangers à long terme		
Engagements avec intérêts à long terme (hypothèques)	2'000'000	2'000'000
Total	2'000'000	2'000'000
Total de capitaux étrangers	4'999'351	5'525'029
Capital des fonds	4'668'101	4'590'522
Total de capitaux étrangers et de capital des fonds	9'667'452	10'115'551
Capital de l'organisation		
Capital social	100'000	100'000
Capital lié		
- Réserve risques de change	199'411	199'411
- Fonds de rénovation des immeubles	988'998	947'741
- Réserve CCT	60'000	60'000
Capital libre	2'333'443	2'082'030
Capital libre Solidar Genève	8'851	1'175
Total	3'690'702	3'390'357
Total du passif	13'358'154	13'505'908

Compte d'exploitation

	2016 CHF	2015 CHF
PRODUITS		
Revenus issus de dons		
Dons et legs libres	3'209'697	3'276'718
Dons et legs affectés	745'033	1'272'650
Contributions aux projets	2'147'388	2'166'256
Contributions aux projets du LED (Service liechtensteinois de développement)	640'000	640'000
Cotisations des membres et parrains	460'358	412'435
Total	7'202'476	7'768'059
Produit des prestations fournies		
Contributions de la Confédération	7'703'155	9'438'118
Contributions de gouvernements étrangers	554'249	502'612
Contributions d'organisations diverses	4'005'684	5'662'822
Total	12'263'088	15'603'552
Autres produits	287'045	351'614
Total produits d'exploitation	19'752'608	23'723'225
DÉPENSES		
Programme International		
Amérique latine	5'036'947	6'245'300
Afrique	2'546'449	2'956'167
Europe du Sud-Est et Proche-Orient	2'438'544	2'534'186
Asie	3'510'878	5'486'018
Accompagnement du programme	1'757'851	1'685'957
Total	15'290'670	18'907'629
Programme Suisse – Information et sensibilisation	1'002'730	1'018'363
Siège		
Frais administratifs	1'358'243	1'252'314
Récolte de fonds et frais publicitaires	1'912'986	2'165'807
Total	3'271'230	3'418'121
Total charges d'exploitation	19'564'630	23'344'113
Résultat d'exploitation	187'978	379'112
Résultat financier	-31'869	62'985
Résultat immobilier	221'815	215'521
Résultat avant variation des fonds	377'924	657'618
Variation du capital des fonds	-77'579	-401'494
Versements	-978'919	-1'829'433
Utilisation	901'340	1'427'939
Résultat annuel avant attribution au capital de l'organisation	300'345	256'123
Attributions		
au capital libre	-259'089	-217'371
au capital lié		
- Réserve risques de change		2'505
- Fonds de rénovation des immeubles	-41'257	-41'257
Résultat annuel après attribution	0	0

Comité



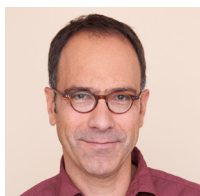
Hans-Jürg Fehr
président
dès 2008



Dore Heim
dès 2013



Dieter Bolliger
dès 2014



Joachim Merz
dès 2015



Judith Bucher
dès 1999



Martin Naef
dès 2015



Mario Carera
dès 2012



Andreas Rieger
dès 2013



Bruno Gurtner
dès 2008



Esther Maurer
dès 2012
(fonction
consultative)

Direction



Esther Maurer
Directrice



Barbara Burri
Equipe de
direction



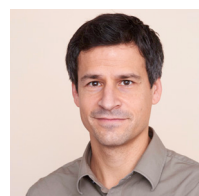
Rosanna Clarelli
Réculte de fonds
(jusqu'en juin)



Marco
Eichenberger
Réculte de fonds
(dès août)



Eva Geel
Communication et
campagnes



Felix Gnehm
Programmes
internationaux



Beatrice Herter
Finances et
comptabilité

Le président, les membres du comité ainsi que la direction sont élus pour quatre ans. La réélection est possible.

Intérêts représentés

Les intérêts et mandats pertinents des membres du comité sont détaillés dans le rapport financier: www.solidar.ch/rapportfinancier

Les commissions de Solidar Suisse

Commission programmes internationaux

- Tanya Berger
- Matthias Boss
- Barbara Dietrich
- Martin Fässler
- Bruno Gurtner
- Florian Meister

Commission paritaire

- Beat Gsell, Président
- La représentation de l'employeur et du personnel est définie selon les besoins.

Révision

BDO AG
Fabrikstrasse 50
8031 Zürich

Personnel

Directrice

Esther Maurer

Communication & campagnes

Eva Geel

Cornel Alt

Lionel Frei

Sara Kasme (de janvier à juin)

Alexandre Mariéthoz (jusqu'en février)

Iwan Schauwecker

Katja Schurter

Simone Wasmann

Simone Wyss (de janvier à juin)

Fabienne Widmer

Récolte de fonds

Rosanna Clarelli (jusqu'en juin)

Marco Eichenberger (dès août)

Emilio Bertelle

Stéphane Cusin

Marine Delaloye (jusqu'en septembre)

Christof Hotz

Barbara Mangold

Christa von Rotz

Valerie Zonca (dès octobre)

Programmes internationaux

Felix Gnehm

Sandra Aeschlimann

Aline Dessarzin (jusqu'en août)

Zoltan Dòka

Christian Gemperli

Anja Ibkendanz

Joachim Merz

Helmut Rählmann

Cyrrill Rogger

Sandrine Rosenberger

Marisa Saladin (dès avril)

Finances & comptabilité

Beatrice Herter

Elisa Cillo

Ursula Jenny

Marlène Mollet

Nancy van Dijk

Ruth Vogelsang

Equipe de direction

Barbara Burri Sharani

Eva-Maria Casutt

Nadia D'Aquino

Judith Jäggi

Direction des bureaux de coordination

Bolivie: Martín Pérez

Burkina Faso: Dieudonné Zaongo

Salvador: Yolanda Martinez

Kosovo: Syzane Baja

Liban: Mireille Dika (jusqu'en avril)

Ilse Dupied (de mai à octobre)

Tarek Daher (dès octobre)

Afrique du Sud: Jorge Lampião

Nicaragua: Alexander Rayo

Pakistan: Shahzad Hussain (jusqu'en septembre)

Philippines: Roland Hürlimann (jusqu'en juillet)

Serbie: Nikola Mikasinovic

Sri Lanka: Catherine Whybrow (dès février)

Parrains et réseaux

L'Union syndicale suisse (USS) et le Parti socialiste suisse (PSS) sont les parrains de Solidar Suisse. Ils ont fondé l'OSEO en 1936. De nombreuses fédérations et sections régionales des syndicats et du PS soutiennent Solidar.



Solidar Suisse est le seul membre suisse de SOLIDAR, un réseau de 60 organisations provenant de 27 pays. Ses membres sont issus du mouvement ouvrier, des syndicats et de la social-démocratie; ils orientent leurs activités conformément à leur vision de la justice sociale et économique.

En Suisse, dix associations régionales OSEO autonomes s'engagent, avec divers projets, aux côtés des personnes migrantes ou au chômage. Un secrétariat national coordonne leur collaboration et leurs relations publiques.



Solidar est une organisation partenaire de la communauté de travail Alliance Sud, qui s'engage sur le plan politico-économique et auprès du grand public pour des relations Nord-Sud équitables et un développement durable.





Av. Warnery 10 | CP 1151 | 1001 Lausanne
Tél. 021 601 21 61 | Fax 021 601 21 69
contact@solidar.ch | www.solidar.ch
Compte postal 10-14739-9



SOLIDAR
SUISSE

Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO